

REUNION DU 20/05/2014 AVEC DES SYNDICALISTES ESPAGNOLS ET GRECS

Le 20/05/2014 s'est déroulée une rencontre entre des élus CGT de la région parisienne et deux syndicalistes d'Athènes et de Madrid dans le cadre d'un groupe d'études sur les grandes régions capitales européennes. Il s'agissait de faire le point avec des acteurs du mouvement syndical de plusieurs pays d'Europe sur la situation politique et sociale de l'Europe à l'heure où sont appliquées partout en Europe des politiques d'austérité sévères. Les régions capitales sont en effet les cœurs économiques de l'Europe.

Pour nous cette situation de crise nécessite de tisser plus de liens entre les militants syndicaux des différents pays et de structurer nos différentes organisations.

Giorgos Koutzoukos du syndicat grec MITA ("coalition" de gauche de l'ADD syndicat des fonctionnaires) a tout d'abord pris la parole pour décrire la situation grecque.

Les politiques d'austérité imposées sont une catastrophe sociale : le chômage est passé de 9% à 28%, ce qui ne s'est jamais produit dans aucun pays de l'Union Européenne en temps de paix. Chaque famille compte un chômeur parfois même plusieurs. De grandes manifestations ont eu lieu mais désormais elles n'ont plus d'impact. Les adversaires sont déterminés à aller jusqu'au bout et à abolir tous les acquis sociaux : les conventions collectives ont été presque abolies ainsi que la réglementation du travail. Le secteur public est en voie de disparition : des hôpitaux, des écoles ferment; les fonctionnaires sont licenciés ce qui n'a jamais eu lieu depuis 100 ans en Grèce. Pour Giorgos la Grèce est un laboratoire des politiques d'austérité les plus extrêmes. Et si elles parviennent à être appliquées, les autres pays d'Europe suivront.

De plus ces politiques n'ont pas de fin, elles ne s'arrêteront pas d'elles mêmes : c'est pourquoi les travailleurs ont besoin d'un front pour les contrer car ils font face à une coordination entre les banques et les capitalistes.

Si les grecs se sentent vaincus, ils ont espoir dans la lutte politique. Beaucoup espèrent que Syriza va gagner les élections et des syndicalistes militent dans ce parti.

De plus des formes de solidarité ont vu le jour soit dans le quotidien, dans l'entreprise ou dans le quartier.

La CES (Confédération Européenne des Syndicats) a proposé d'affecter 1 à 2 % du PIB de l'Europe pour un plan d'investissement mais la première revendication des syndicats grecs est l'abolition de la plus grande partie de la dette. Rien ne sera possible en Grèce sans. La dette s'élève à l'heure actuelle à 170 % du PIB de la Grèce soit beaucoup plus qu'au début de la crise. La politique d'austérité n'a rien résolu bien au contraire.

La principale attaque réside dans la casse des conventions collectives. Il s'agit en plus d'abaisser les salaires au niveau de la Bulgarie et de la Roumanie. De plus il n'y aura plus de durée légale du temps de travail ce qui est un changement historique en Europe. Finalement le cœur de cette stratégie est l'attaque contre le travail.

Fernando Soler Fernandez du syndicat des CCOO de la commune de Rivas est ensuite intervenu sur la situation en Espagne. La même politique qu'en Grèce est appliquée: il s'agit de détruire les services publics et le droit du travail. La constitution a même été changée pour payer la dette en priorité. De même le code pénal a été modifié afin de réprimer les syndicalistes. Une véritable politique de répression a eu lieu après les grandes manifestations d'il y a deux ans.

En moins d'un an beaucoup de mesures ont été prises et vont dans le même sens : plus de réclamations possibles concernant le droit du travail (correspond aux tribunaux des Prud'hommes), les gens peuvent être renvoyés de leur travail si l'employeur le veut. Un chômeur peut être appelé pour un travail et ne peut pas le refuser sinon il n'a plus de sécurité sociale. Pour Fernando " C'est de l'esclavage!".

Le gouvernement passe des pactes (sic!) avec certains syndicats. Il y a eu de grandes manifestations mais les travailleurs ont de plus en plus tendance à penser qu'une seule journée de grève est inefficace. En ce moment ont lieu malgré tout les "marées", grandes manifestations

interprofessionnelles initiées par les travailleurs eux-mêmes. Il s'agit de manifestations par secteurs qui se regroupent. Ces marées continuent mois après mois mais ne sont plus efficaces. De très forts taux de grèves ont pourtant été constatés : 70% de salariés grévistes en novembre 2012! Malgré cela des syndicats ont signé l'allongement de la durée de cotisation.

Les mouvements des jeunes les "indignados" se sont essouffés et ils ont rejoint les manifestations de salariés.

Les salariés pensent qu'aujourd'hui les choses ne peuvent bouger qu'au niveau politique: ils exigent un changement de gouvernement mais contrairement à la Grèce il n'y a pas de perspective politique à brève échéance.

Ces plans d'austérité ont plus globalement lieu dans un contexte de compétition du capitalisme international entre l'Europe, la Chine et les Etats-Unis. Il s'agit pour les EU d'annexer ni plus ni moins l'Europe. La crise ukrainienne est une des conséquences de cet affrontement, le pays est au centre d'intérêts géo-stratégiques, avec des enjeux de matières premières. On ne peut que constater que les propositions de la CES ne sont pas à la hauteur et ne correspondent pas à ce qui se passe.

regroupement des régions dans les pays européens : on voit derrière ces réorganisations administratives commencer à apparaître l'Europe fédérale des régions telle qu'elle est pensée par les capitalistes. En Grèce, un plan de regroupement des régions a été établi en 2010 - 2011. Il s'agit avant tout de supprimer des services publics, de licencier des fonctionnaires. Cela entre dans la stratégie des néo-libéraux.

A noter : les taux de syndiqués en Grèce et en Espagne sont à peu près équivalents à la France :

- 20% dans le public en Grèce, 7 % dans le privé
- 25 à 30 % dans le public en Espagne, 5 % dans le privé